

Développements macroéconomiques récents

L'économie a bien repris en 2021, avec une croissance du PIB estimée à 4,8 % et en hausse par rapport à 1,8 % en 2020, tirée principalement par les industries extractives et l'industrie manufacturière du côté de l'offre, et par la consommation privée et l'investissement du côté de la demande. L'augmentation des recettes fiscales de 0,7 % a entraîné une baisse de 1 point de pourcentage du déficit budgétaire, malgré une augmentation des dépenses de 0,4 %. Cependant, ce déficit est une forte aggravation par rapport à l'excédent d'avant la COVID-19 et va nécessiter un financement lourd. La dette publique a augmenté pour atteindre 61 % du PIB en 2021, contre 58,6 % en 2020. L'inflation est passée de 1,8 % à 2,6 % entre 2020 et 2021, principalement en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires due aux contraintes d'approvisionnement liées à la pandémie. La qualité du portefeuille de prêts bancaires s'est améliorée avec une légère baisse des créances douteuses de 6,0 % à 5,6 % entre 2019 et 2020.

L'allocation de 140,7 millions de DTS s'élève à environ 200,3 millions de dollars, ce qui pourrait aider à revitaliser l'économie. Le déficit du compte courant est en augmentation, estimé à 2,6 % en 2021, contre 1,4 % en 2020, en raison de l'augmentation du déficit commercial à 9,7 % en 2021 contre 8,6 % en 2020. Les réserves internationales brutes mutualisées dans la CEDEAO représentent en moyenne 5,25 mois d'importations en 2020–21. Le taux de pauvreté national a été estimé à 45,5 % dans l'enquête auprès des ménages de 2018–2019.

Perspectives et risques

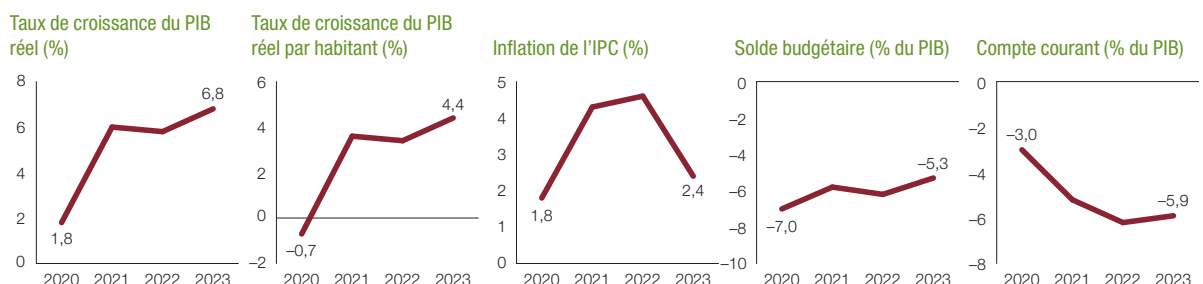
Pour 2022, les perspectives de l'économie paraissent favorables. Toutefois, l'invasion de l'Ukraine par la Russie pourrait ralentir la reprise au Togo amorcée en 2021 (6% contre 1,8% en 2020) ; avec le taux de croissance du PIB attendu à 5,8% contre une prévision initiale de 6,2% au début du mois de février 2022. L'inflation devrait être de 4,6% contre une estimation initiale de 2,4%. Le Togo pourrait être affecté

en raison notamment de ses relations commerciales avec les deux belligérants. Selon des statistiques récentes, environ 40% des importations de blé du Togo en 2020 (CNUCED mars 2022) provenaient de la Russie ; ce qui suggère une forte probabilité d'effet négatif sur la disponibilité et le prix de cette céréale. Le pays pourrait aussi être affecté par les effets négatifs du conflit sur les pays partenaires comme ceux de la Zone euro et de l'Asie. Il s'y ajoute le retour de la crise sanitaire avec notamment l'apparition de nouveaux variants. La réalisation des risques ci-dessus rendrait nécessaire l'amplification des mesures de relance comme le Programme NOVISSI pour notamment alléger le fardeau de l'envolée des prix sur les ménages déjà fortement éprouvés par les effets la crise sanitaire.

Changement climatique et options de politiques publiques

L'effet du changement climatique sur le Togo est le plus visible dans l'agriculture, enregistrant une contraction en tombant à 24,7 % du PIB en 2021, alors qu'elle en représentait 37,3 % en 2008. Les températures pourraient augmenter de 2,15–2,75 °C en 2100 par rapport à 2020 (trajectoire de concentration représentative (RCP) 6.0), mais pourraient être plus faibles, à 1,53–1,96 °C, en 2100 si les GES étaient contenus. En 2021, les perspectives de réalisation de l'ODD 13 sur l'action climatique sont favorables, liées à la maîtrise des émissions de CO₂. En 2021, le Togo a renforcé son dispositif institutionnel en adoptant la stratégie REDD+, et la loi sur l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral. En outre, la centrale solaire de Blitta, d'une capacité de 50 MW, devrait contribuer à porter l'accès national à l'électricité à 60 % en 2022, contre 45 % en 2018.

Selon la CDN révisée de 2021, les ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs de réduction des émissions de GES sont d'environ 5,5 milliards de dollars, dont 78 % pour les mesures conditionnelles. Le pays entend mobiliser des fonds nationaux publics et privés ainsi que des aides étrangères pour financer les actions prévues.



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.